

Bruxelles, le 12 avril 2023
(OR. en)

Dossier interinstitutionnel:
2023/0093(COD)

8231/23
ADD 1

COPEN 109
JAI 432
CODEC 589

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Pour la secrétaire générale de la Commission européenne, Madame Martine DEPREZ, directrice
Date de réception:	5 avril 2023
Destinataire:	Madame Thérèse BLANCHET, secrétaire générale du Conseil de l'Union européenne
N° doc. Cion:	COM(2023) 185 final - ANNEXE
Objet:	ANNEXE de la proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à la transmission des procédures pénales

Les délégations trouveront ci-joint le document COM(2023) 185 final - ANNEXE.

p.j.: COM(2023) 185 final - ANNEXE

Bruxelles, le 5.4.2023
COM(2023) 185 final

ANNEX

ANNEXE

de la proposition de

RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL

relatif à la transmission des procédures pénales

{SWD(2023) 77 final} - {SWD(2023) 78 final}

ANNEXE

CERTIFICAT POUR LA TRANSMISSION DE PROCÉDURES PÉNALES

Le présent certificat a pour objet:

- ☐ de consulter sur une éventuelle transmission d'une procédure pénale;
- ☐ de demander la transmission d'une procédure pénale.

Section A

État requérant:

Autorité requise:

État requérant:

Autorité requise:

Autorité de l'État requis qui a été consultée avant la présente demande (le cas échéant):

Section B: identité du suspect ou de la personne poursuivie

1. Veuillez communiquer toutes les informations, dans la mesure où elles sont connues, concernant l'identité du suspect ou de la personne poursuivie. Si plusieurs personnes sont concernées, veuillez fournir les informations demandées pour chacune d'entre elles.

i) S'il s'agit d'une/de personne(s) physique(s)

Nom:.....

Prénom(s):

Tout autre nom utile, le cas échéant:

Pseudonymes, le cas échéant:

Sexe:.....

Nationalité:

Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale:

Type et numéro de la (des) pièce(s) d'identité (carte d'identité, passeport), s'ils sont disponibles:

.....

Date de naissance:

Lieu de naissance:

Résidence et/ou adresse connue; si l'adresse est inconnue, indiquer la dernière adresse connue:

.....

Lieu de travail (y compris les coordonnées):.....

Autres coordonnées (courriel, téléphone):

.....

Langue(s) que la personne comprend:.....

Autres informations utiles:

Veillez décrire la qualité de la personne concernée au stade actuel de la procédure:

☐ Suspect

☐ Personne poursuivie.

ii) S'il s'agit d'une/de personne(s) morale(s)

Nom:.....

Forme:

Dénomination abrégée, dénomination communément utilisée ou raison commerciale, le cas échéant:

.....

Siège social:

Numéro d'immatriculation:

Adresse:

Autres coordonnées (courriel, téléphone):

Nom du représentant de la personne morale:

Autres informations utiles:

Veillez décrire la qualité de la personne concernée au stade actuel de la procédure:

☐ Suspect

☐ Personne poursuivie.

2. Avis du/des suspect(s) ou de la/des personne(s) poursuivie(s):

☐ Le suspect ou la personne poursuivie a demandé à engager la procédure de transmission de la procédure pénale.

☐ Le suspect ou la personne poursuivie a été informé(e) de la transmission prévue.

☐ Le suspect ou la personne poursuivie n'a pas été informé(e) de la transmission prévue car:

.....

☐ Le suspect ou la personne poursuivie a présenté un avis sur la transmission prévue. Cet avis est joint à la présente demande. En résumé, il indique que:

.....

.....

Section C: identité de la victime

1. Veuillez communiquer toutes les informations, dans la mesure où elles sont connues, concernant l'identité de la victime. Si plusieurs personnes sont concernées, veuillez fournir les informations demandées pour chacune d'entre elles.

i) S'il s'agit d'une/de personne(s) physique(s)

Nom:.....

Prénom(s):

Sexe:
 Nationalité:
 Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale:
 Type et numéro de la (des) pièce(s) d'identité (carte d'identité, passeport), s'ils sont disponibles:

 Date de naissance:
 Lieu de naissance:
 Résidence et/ou adresse connue; si l'adresse est inconnue, indiquer la dernière adresse connue:

 Lieu de travail (y compris les coordonnées):
 Autres coordonnées (courriel, téléphone):

 Langue(s) que la personne comprend:
 Autres informations utiles:
 ii) S'il s'agit d'une/de personne(s) morale(s)
 Nom:
 Forme:
 Dénomination abrégée, dénomination communément utilisée ou raison commerciale, le cas échéant:

 Siège social:
 Numéro d'immatriculation:
 Adresse:
 Autres coordonnées (courriel, téléphone):
 Nom du représentant de la personne morale:
 Autres informations utiles:

 2. Avis de la/des victime(s)
☐ La victime a demandé à engager la procédure de transmission de la procédure pénale.
☐ La victime a été informée de la transmission prévue.
☐ La victime n'a pas été informée de la transmission prévue car:

☐ La victime a présenté un avis sur la transmission prévue. Cet avis est joint à la présente demande. En résumé, il indique que:

Section D: résumé des faits et leur qualification juridique

1. Description du comportement à l'origine de la ou des infractions pénales pour lesquelles la demande est introduite et résumé des faits sous-jacents:
2. Stade de la procédure atteint:
 - ☐ enquête
 - ☐ poursuites
 - ☐ procès
3. Nature et qualification juridique de l'infraction ou des infractions pénales faisant l'objet de la demande:
4. Peine maximale, délai de prescription et texte de la disposition de la loi/du code contenant les dispositions pertinentes en matière de peines:

Section E: informations sur la procédure dans l'État requérant

1. Actes de procédure accomplis par l'État requérant:
2. Informations sur les éléments de preuve recueillis:
3. Liste des pièces disponibles dans le dossier:

Section F: motifs de la demande

1. Motifs de la demande, y compris une justification des raisons pour lesquelles la transmission est nécessaire et appropriée, et une évaluation de l'incidence de la transmission sur les droits du/des suspect(s) ou de la/des personne(s) poursuivie(s) et de la/des victime(s):

2. Critères pour demander la transmission d'une procédure pénale:

- ☐ l'infraction pénale a été commise, en tout ou en partie, sur le territoire de l'État requis ou la plupart de ses effets ou une part importante du préjudice qu'elle a causé ont eu lieu sur le territoire de l'État requis;
- ☐ le suspect ou la personne poursuivie est un(e) ressortissant(e) ou résident(e) de l'État requis;
- ☐ le suspect ou la personne poursuivie se trouve dans l'État requis et cet État refuse de remettre cette personne à l'État requérant, sur la base soit de l'article 4, paragraphe 2, soit de l'article 4, paragraphe 3, de la décision-cadre 2002/584/JAI lorsque ce refus ne repose pas sur une décision définitive dont aurait fait l'objet cette personne pour la même infraction pénale et qui fait obstacle à l'exercice ultérieur de poursuites pénales, soit de l'article 4, paragraphe 7, de ladite décision;
- ☐ le suspect ou la personne poursuivie se trouve dans l'État requis et cet État refuse de remettre cette personne qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt européen, s'il constate qu'il existe, dans des situations exceptionnelles, des motifs sérieux de croire, sur la base d'éléments précis et objectifs, que la remise entraînerait, dans les circonstances particulières de l'espèce, une violation manifeste d'un droit fondamental pertinent énoncé à l'article 6 du traité sur l'Union européenne et dans la charte;
- ☐ la plupart des éléments de preuve pertinents pour l'enquête se trouvent dans l'État requis ou la majorité des témoins concernés résident dans cet État;
- ☐ une procédure pénale est en cours dans l'État requis pour les mêmes faits ou d'autres faits contre le suspect ou la personne poursuivie;
- ☐ une procédure pénale est en cours dans l'État requis contre d'autres personnes pour les mêmes faits ou des faits connexes;
- ☐ le suspect ou la personne poursuivie purge ou doit purger une peine privative de liberté dans l'État requis;
- ☐ l'exécution de la peine dans l'État requis est susceptible d'améliorer les perspectives de réinsertion sociale de la personne condamnée ou il existe d'autres raisons pour lesquelles l'exécution de la peine dans l'État requis serait plus appropriée; ou
- ☐ la majorité des victimes sont des ressortissants ou des résidents de l'État requis.

Section G: informations et demandes complémentaires (le cas échéant)

1. S'il y a lieu, veuillez fournir des informations relatives à un mandat d'arrêt européen antérieur, à une décision d'enquête européenne ou à une autre demande d'assistance:.....

2. Autres informations complémentaires, le cas échéant:

.....
.....
.....

3. Veuillez indiquer les éventuelles conditions particulières de traitement des données à caractère personnel transmises que l'autorité requise doit respecter [article 9, paragraphe 3, de la directive (UE) 2016/680 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des

données à caractère personnel]:

.....
.....

4. Liste des pièces jointes:

.....
.....
.....

Section H: coordonnées de l'autorité qui a émis la demande

1. Nom de l'autorité qui a émis la demande:

Nom du représentant/point de contact:

Dossier n°:

.....

Adresse:

N° de tél: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain).....

Adresse électronique:.....

Langue(s) dans laquelle/lesquelles il est possible de communiquer avec l'autorité requérante:

.....

2. Si elles diffèrent de celles indiquées précédemment, les coordonnées de la (ou des) personne(s) à contacter en vue d'obtenir des informations complémentaires ou de prendre les dispositions pratiques nécessaires au transfert des éléments de preuve:

Nom/Titre/Organisation:

Adresse:

Adresse électronique:

Téléphone:

3. Signature de l'autorité requérante et/ou de son représentant certifiant que:

- le contenu de la demande tel qu'il figure dans le présent formulaire est exact et correct, et

- la présente demande a été émise par une autorité compétente.

Nom:

Poste occupé:

Date:

Cachet officiel (si disponible):

Section I: coordonnées de l'autorité judiciaire qui a validé la demande (le cas échéant)

1. Nom de l'autorité de validation:

Nom du représentant/point de contact:

Dossier n°:

.....

Adresse:

N° de tél: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain).....

Adresse électronique:.....

Langue(s) dans laquelle/lesquelles il est possible de communiquer avec l'autorité de validation:

.....

2. Veuillez indiquer si le principal point de contact pour l'État requis devrait être:

☐ l'autorité requérante

☐ l'autorité de validation

3. Signature de l'autorité de validation et/ou de son représentant certifiant que:

- le contenu de la demande tel qu'il figure dans le présent formulaire est exact et correct, et

- la présente demande a été émise par une autorité compétente.

Nom:.....

Poste occupé:

Date:

Cachet officiel (si disponible):